

Qu'est-ce qui se joue vraiment au terrain vague ?

Le boisé Steinberg contre la locomotive de l'économie

On sait qu'une métropole comme Montréal se déploie au rythme de la circulation des capitaux. Des condos poussent où des usines ont disparu ; des quartiers deviennent la niche d'artistes collés au pouvoir, et l'industrie du spectacle absorbe des places publiques. À chaque nouveau projet annoncé par la Ville de Montréal, on sait déjà comment ça va finir : béton, *cash* et spectacle. Pourtant, Montréal abrite encore des interstices, des failles où les urbanistes des mégaprojets, les requins de la finance et leur police n'ont pas encore leur mot à dire. C'est le cas du Terrain vague, situé dans l'est du quartier Hochelaga et baptisé ainsi par ceux et celles qui en font libre usage. Contre toute logique d'appropriation privée, cet espace vacant est habité par toutes sortes d'expressions de vie : des jeunes s'amuse, des familles pique-niquent, des sportifs courent, des jardins sauvages poussent, et des fêtes s'y déroulent toutes les nuits. Une faune et une flore rares s'y déploient en dehors des « plans verts » de la métropole.

Ce territoire, dont une partie, située dans l'est d'Hochelaga, est coincée entre la zone résidentielle et industrielle – aussi appelée « Boisé Steinberg » –, est promis à un avenir sombre : accueillir l'un des pôles de la « logistique du capital ». En effet, la Ville et ses alliés traditionnels, le Port de Montréal, le Canadien National (CN) et la Chambre de commerce prévoient y bâtir leur Cité de la Logistique qu'ils ont rebaptisée, il

y a peu, « Écoparc industriel » (dans le but de l'affubler d'une esthétique « verte »). Au cours des dernières années, malgré les obstacles d'ordre écologique et réglementaire qui auraient dû ralentir l'avancée des travaux, toute la zone sud a été dévastée par l'entreprise de construction Ray-Mont Logistics. Le gouvernement a même bricolé quelques lois pour suspendre les entraves légales qui auraient pu freiner cette destruction.

En gros, le projet consiste à étendre le port de Montréal afin de permettre l'accélération du flux de marchandises. Plus précisément, le 23 septembre dernier, la CAQ a déposé le projet de loi 66, qui vise la relance de l'économie québécoise par l'accélération des projets d'infrastructures. « L'amélioration de l'accès au port par le prolongement de l'avenue Souigny et du boulevard de l'Assomption dans l'arrondissement Hochelaga-Mercier-Maisonneuve » figure en tête de liste des priorités infrastructurelles sur l'île de Montréal. Parmi les chantiers en préparation : l'ajout d'une bretelle à l'autoroute 25 et la construction d'un nouveau poste d'Hydro-Québec.

En réaction aux contestations récentes, beaucoup ont cru que ce qui se passait au boisé Steinberg n'était qu'une simple critique de la vision des plans d'aménagement de la Ville et de ses parcs, opposant des investisseurs et des entrepreneurs raisonnables à



quelques citoyen·ne·s mécontent·e·s, les chialeux habituels. En réalité, ce qui se joue au Terrain vague est d'une tout autre ampleur. Le projet d'agrandissement du port s'inscrit dans la « Stratégie maritime du Saint-Laurent » établie par les gouvernements fédéral, provincial et municipal. Un nouveau projet de colonisation et de modernisation des territoires, en droite ligne avec le fameux Plan Nord annoncé il y a quelques années par le gouvernement Charest. Le but est d'agrandir les ports et de creuser le fleuve pour y faire passer des bateaux à encore plus gros tonnage, ce qui vise à accélérer l'extraction de minéraux du Nord.

La nouvelle mouture du Plan Nord pour 2020-2023 s'annonce sous l'ignoble titre « Habiter notre Nord ». Pour ce faire, le gouvernement s'engage à investir un milliard de dollars sur trois ans dans les infrastructures routières et logistiques. Cela représente 76 % du budget du Plan Nord avec 18 % qui sera consacrés au peuplement du territoire. Comble de l'ironie, le Plan Nord vise à réserver 30 % du territoire nordique pour « la protection de l'environnement, la sauvegarde de la biodiversité », mais surtout pour « la mise en valeur de divers types de développement ». La réelle menace qui pèse sur le Nord, c'est bien entendu son ouverture à l'extraction orchestrée par le gouvernement lui-même. Il s'agit de défigurer 70 % du territoire, d'acheminer ses

ressources vers le Sud pour enrichir les actionnaires des multinationales, d'inciter des travailleurs de l'industrie à s'y installer de manière permanente et de réserver de larges portions de territoire sous prétexte de leur protection pour, en réalité, en accélérer l'exploitation.

La région appelée de manière extrêmement réductrice « le Nord » est en fait constituée des territoires ancestraux habités par les populations autochtones depuis des millénaires : l'Inuit Nunangat, l'Eeyou Etschee, le Nitassinan, le Nitakinan et le Nitaskinan. Pour le gouvernement du Québec, ces territoires sont toujours considérés comme une zone nordique indistincte dans un projet jamais achevé visant à créer, selon l'expression de Louis Émond Hamelin, un « Québec total ». Bien évidemment, ce ne sont pas des corridors épousant naturellement le territoire qui amènent les Blancs au Nord. Ce sont des routes, qui annoncent avec elles la venue des coupes massives dans les forêts, puis la défiguration des territoires creusés de mines. C'est l'ensemble des dispositifs que le gouvernement et les entreprises mettent en œuvre avec un développement du « Nord » qui intègre celui-ci en tant que périphérie, en tant que réservoir de ressources. Un processus renouvelé depuis des décennies, voire des siècles, qui place ces territoires dans une position de dépendance envers les centres métropolitains du Sud.

Au mépris de toutes considérations relatives aux souverainetés autochtones ou aux changements climatiques, l'objectif est d'aller encore plus vite et de faire encore plus grand. Au cœur de la Stratégie maritime, qui vise à accroître les capacités des ports du Saint-Laurent, le Terrain vague est destiné à être transformé en point d'ancrage de cette « nouvelle » économie de la mort. Pendant qu'ailleurs, des luttes sont menées contre l'extractivisme, la métropole aménage son espace pour accélérer le transport et la financiarisation des ressources. Comme si, à l'approche de la fin du monde, certains voulaient accélérer sa venue.

Loin de ce tapage, le Terrain vague est porté par une douce magie dont les habitant·e·s du coin partagent les secrets. Les usages y sont féconds et multiples. Avec le temps, ce petit territoire est devenu un lieu de vie, un espace pour fuir le bruit, faire un feu, fêter, laisser courir son chien plus loin que le bout de sa laisse, ou tout simplement se retrouver à l'abri de la frénésie de la ville. Il est rare de trouver sur la plateforme de béton qu'on nomme parfois « Montréal » un espace qui se laisse encore aller à lui-même, un endroit vivant qui résiste à la destruction, un lieu magique où l'on peut encore s'entendre en chuchotant. L'on comprend facilement le sens des actions qui s'y sont multipliées cet automne : plantation d'arbres, construction de cabanes, rassemblements de contestation, affichage de bannières, atelier de céramique, d'identification d'espèces animales et végétales... et même un blocage des travaux par un matin ensoleillé. Cependant, malgré la pluralité et la force des contestations des derniers mois, l'espace est chaque jour plus menacé. Étant donné son importance stratégique dans la planification économique néocoloniale des prochaines années, il faudra en faire beaucoup plus pour réellement défendre ce lieu.

En 2012, en pleine crise révolutionnaire déclenchée par le mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité, plusieurs émeutes ont éclaté à Montréal et dans d'autres villes et villages contre l'annonce du

Plan Nord de Jean Charest. À l'époque, le Plan Nord avait été reconnu pour ce qu'il était, c'est-à-dire comme une nouvelle poussée extractiviste démesurée par l'État québécois. À la même période, la brigade antiémeute de la Sureté du Québec intervenait brutalement pour démanteler le barrage de la route 138 en territoire innu. Opposés à un chantier de câbles de transport d'électricité, les protecteurs et protectrices territoriaux innu·e·s avaient encore une fois été brutalisé·e·s par la police coloniale. À ce moment-là, contre une nouvelle avancée de modernisation et de colonisation des territoires, des voix s'élevaient de partout, aussitôt réprimées. Mais à l'époque, aucune alliance n'avait pu être créée. Même si quelques un·e·s avaient pu souligner une correspondance entre ces contestations, personne n'était parvenu à unir les forces ou canaliser la puissance qui émanait de ces irruptions de colère. Le Terrain vague d'Hochelaga offre la possibilité d'une deuxième chance, mais celle-ci impose une sagesse des alliances.



*Au loin une cloche sonne
C'est un rappel
Un rappel historique
Celui d'une alliance improbable
entre allochtones et autochtones
contre la modernisation
contre la colonisation
et la destruction qu'elles portent
Le Terrain vague n'est à personne
L'île de la Tortue non plus*

